

Orne

Ecole Paul-Souvray. Une première victoire, mais les parents restent vigilants

L'ORNE COMBATTANTE | jeudi 15 février 2018

522 mots



Parents et élus main dans la main pour défendre leur école.

La semaine dernière, la mobilisation des parents d'élèves de l'école Paul-Souvray et des élus fertois a été payante : menacé dans un premier temps, le demi-poste PMQC (plus de maîtres que de classes) pourrait finalement être maintenu à la rentrée.

Dès 9 h, jeudi 8 février, l'APEPS (Association des Parents des Elèves des Ecoles Perrault et Souvray) avait organisé une rencontre à l'école Paul-souvray. La présidente Céline Blanchemain a expliqué que « **par l'action de ce matin, nous tenons à manifester notre attachement à une école de qualité pour nos enfants** ».

A l'écoute

En effet, ce mouvement avait pour but de manifester contre l'intention de l'administration de l'éducation de supprimer une classe, mais aussi, et surtout, le demi-poste du dispositif PMQC en CP et CE1 mis en place depuis 3 ans « **qui apporte une bonne qualité de l'enseignement et qui risque de ne pas être renouvelé** ». La présidente et ses membres ainsi qu'une vingtaine de parents tenaient à alerter la population sur la menace qui pèse sur l'école Paul-Souvray.

Avec Nicole Bernard, inspectrice de la circonscription, le maire Jacques Dalmont et José Collado, conseiller départemental, se sont entretenus avec les enseignants afin de leur rapporter des propos rassurants suite à l'entretien de la veille avec Françoise Moncada, directrice départementale de l'inspection académique. « **Suite à la rencontre que nous avons eue hier à Alençon, a expliqué le maire, la directrice départementale nous a confirmé être à l'écoute des arguments avancés pour le maintien du dispositif PMQC qui est une plus-value pour l'éducation des enfants** ». Et Jacques Dalmont de rappeler : « l'école est le 1^{er} budget de

l'Etat, tout comme à La Ferté-Macé. En ma qualité de maire, je dois préserver le bon fonctionnement dans la collectivité et je reste confiant en ce qui concerne votre demande car j'ai fait également valoir l'engagement de la municipalité dans le domaine de l'éducation avec le projet éducatif territorial validé par l'État, et le pôle territorial d'éducation artistique et culturelle ».

Mouvement suspendu

Satisfaite d'avoir pu être entendue, la présidente des parents d'élèves est toutefois restée prudente : **« C'est une première victoire. Nous suspendons le mouvement mais restons attentifs et vigilants »**. L'occupation de l'école n'a donc pas eu lieu. Afin de montrer qu'ils étaient eux aussi **« à l'écoute »**, les parents ont décidé de ne pas se rendre ce mercredi 14 février à Alençon, devant la DSDEN (Direction des services départementaux de l'Education nationale).

« Si toutefois, le maintien de notre PMQC n'était pas validé lors des commissions officielles des 14 et 15 février, nous reprendrons notre mobilisation et envisagerons des actions plus fortes notamment l'occupation réelle de l'école dès le lendemain vendredi 16 février. Nous tiendrons bien sûr informés les parents de la décision finale et nous comptons sur eux pour reprendre la mobilisation si besoin. Nous sommes et resterons mobilisés pour que nos enfants apprennent dans de bonnes conditions ! ».